

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
14 février 1976

No 429
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Editorial

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER

Voici donc arrivé le 14 février. Depuis des semaines, les militants marxistes-léninistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour en faire un important succès, pour que la parole soit à la classe ouvrière. Des quatre coins de France, des travailleurs français et immigrés vont se rassembler pour faire connaître leurs luttes, leur expérience.

Le 14 février sera un coup porté à l'isolement des luttes, à la division organisée par la bourgeoisie et les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT.

Il sera une manifestation d'unité de la classe ouvrière, des travailleurs français et immigrés.

Il sera placé sous le signe du poing levé, symbole de l'unité de combat qui déplaît tant à M. Marchais.

A l'heure où la bourgeoisie veut faire payer aux ouvriers les frais de la crise du système capitaliste, où un million et demi de travailleurs sont au chômage, le 14 février démontrera qu'un nombre grandissant d'ouvriers sont déterminés à mener une lutte intransigeante contre les exploités et en particulier à refuser tout licenciement ainsi que les conséquences du chômage.

Placé sous le signe de l'unité des travailleurs, le 14 février le sera aussi sous celui de l'union des ouvriers et des petits paysans contre l'ennemi commun.

Ce rassemblement sera un réquisitoire contre les dirigeants du PCF et de la CGT qui dans les luttes quotidiennes ne cessent de montrer leur visage de défenseurs du capitalisme. Il fera la preuve qu'un nombre grandissant d'ouvriers, après avoir fait l'expérience concrète de cette trahison, rejettent ces faux communistes. Des ouvriers de dizaines d'entreprises apporteront leur témoignage accablant.

Alors que le 22^e Congrès du PCF vient de rejeter la dictature du prolétariat, le Rassemblement national ouvrier démontrera que cet idéal est plus vivant que jamais, que les idées de Marx et Lénine sont immortelles quoi que fasse et dise Marchais. Un nombre toujours plus grand de travailleurs veut en finir avec le système d'exploitation et d'oppression qu'est le capitalisme et est décidé à préparer la révolution prolétarienne qui permettra seule de s'en débarrasser.

Ces idées seront exprimées de multiples façons et en particulier par la culture. Car ce rassemblement sera aussi une première démonstration des richesses que recèle la classe ouvrière.

Ce rassemblement sera également une manifestation d'internationalisme prolétarien, de soutien à la lutte des peuples encore opprimés par l'impérialisme français, de lutte contre ces deux ennemis acharnés des peuples que sont les superpuissances, de lutte pour la défense de l'indépendance nationale. On pourra voir que de plus en plus nombreux sont ceux qui sont conscients du danger que représente le social-impérialisme russe et qui, derrière ses paroles sur la « détente », savent discerner ses préparatifs d'agression.

Preuve des liens de plus en plus étroits entre la classe ouvrière et les marxistes-léninistes, le 14 février témoignera de l'aspiration des travailleurs à posséder cette arme indispensable pour préparer les victoires à venir : un parti marxiste-léniniste unique.

Sans nul doute, le 14 février constituera une étape importante dans la lutte des travailleurs révolutionnaires de France.

ESPAGNE

150 000

TRAVAILLEURS EN GREVE

Quelque 150 000 travailleurs ont fait grève jeudi en Espagne, principalement à Madrid, en Catalogne et dans les Asturies.

A Madrid, près de 75 000 ouvriers de la construction ont ainsi arrêté le travail pour réclamer l'application de la convention collective

récentement signée dans la profession, et pour célébrer la libération de huit d'entre eux, qui avaient été détenus après des affrontements avec les forces de l'ordre.

En Catalogne, les grèves de jeudi ont surtout affecté les villes de Barcelone et de Taragone. 12 000 ouvriers

de la construction et 20 000 travailleurs des secteurs textiles et mécaniques entendaient soutenir ainsi leurs revendications professionnelles.

Enfin, dans les Asturies, le secteur minier reste paralysé par les grèves en cours, qui concernent environ 13 000 personnes.

Grande-Bretagne

MORT D'UN GREVISTE DE LA FAIM IRLANDAIS

Frank Stagg, un Irlandais de 34 ans qui faisait la grève de la faim depuis le 13 décembre dernier dans une prison du Yorkshire (centre de l'Angleterre) est mort jeudi matin. Condamné à 10 ans de prison pour la lutte en faveur de l'Irlande indépendante, il avait commencé sa grève de la faim pour exiger son transfert dans une prison d'Irlande du Nord. 53 autres prisonniers politiques irlandais avaient également commencé une grève de la faim la semaine dernière en signe de solidarité.

L'assassinat de Frank Stagg qui témoigne une nouvelle fois de l'entêtement du colonialisme à maintenir sa

domination sur l'Irlande sera sans aucun doute également suivie d'une nouvelle offensive des patriotes irlandais. Dès l'après-midi de jeudi plusieurs actions de riposte ont eu lieu.

A Belfast, une patrouille de l'armée britannique a essuyé plusieurs coups de feu et deux jeunes gens ont jeté une bombe dans un magasin. Ces deux incidents n'ont fait aucune victime.

Plusieurs véhicules ont été incendiés dans la banlieue de Belfast et une quarantaine de jeunes ont commencé à ériger une barricade à un carrefour.

A Andersonstown, une foule a manifesté silencieusement devant un commissariat de police pour protester contre la mort de Stagg.

communiqué du parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste)

annonçant la création de sa section d'Allemagne de l'Est

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué du KPD (m-l) annonçant cet important événement.

Le Comité central du KPD (m-l) informe qu'au début de l'année 76 a été fondée, en RDA, la section RDA du KPD (m-l). La section RDA du KPD (m-l) a commencé le travail sous la direction du Comité central du Parti, avec le camarade Ernst Aust comme président.

La section RDA du KPD (m-l) travaille sur la base de la ligne marxiste-léniniste du KPD (m-l), telle qu'elle a été exposée dans la déclaration de fondation en 1968/69 et dans différents autres

A Michelin (Vannes) APRES LA SÉQUESTRATION DU DIRECTEUR

Depuis six semaines, les travailleurs de l'usine Michelin de Vannes menaient une grève perlée pour arracher satisfaction sur deux types de revendications : des augmentations de salaires de 0,50 F à 1 F de l'heure et la révision des classifications suivant les ateliers ; le transport gratuit et la semaine de 40 heures sans perte de salaire ainsi qu'un certain nombre de revendications concernant le règlement intérieur.

Mercredi soir, les travailleurs décidaient de radicaliser leur lutte et de se mettre en grève totale, et occupaient les locaux. Un piquet de grève était mis en place cependant que des troncs d'arbres étaient amenés pour barrer l'entrée de l'usine. Le soir même, également, les travailleurs en grève séquestraient le directeur local de Michelin. Celui-ci devait être retenu de 22 h 00 mercredi à 8 h 30 jeudi.

Les 1 350 travailleurs de l'usine Michelin font ainsi preuve d'une grande détermination à vaincre le patron. Ils sont décidés à lui faire courber l'échine. Ainsi, jeudi soir, l'équipe de nuit a-t-elle décidé de poursuivre la grève totale.

A la cité universitaire de Paris

LES CRS CONTRE LES ETUDIANTS TUNISIENS (p.3)

(Suite page 2)

La classe ouvrière de France Aux côtés du tiers monde en lutte

De tout temps la classe ouvrière de France s'est tenue indéfectiblement aux côtés des peuples opprimés du monde, en lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie.

DE GLORIEUSES TRADITIONS D'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Classe ouvrière d'une métropole impérialiste, elle a su exprimer fermement sa solidarité aux patriotes marocains, au cours de la sanglante guerre du Rif, au peuple malgache massacré par la bourgeoisie impérialiste française en 47, aux peuples indochinois au cours de la première guerre d'Indochine.

Certes, chacun le sait, la solidarité militante aux patriotes algériens engagés dans une glorieuse guerre de libération, n'a pas été, dans notre pays, à la hauteur de ce qu'elle devait être, la faute en incombe aux dirigeants du PCF, déjà rongé par l'opportunisme et le révisionnisme. Mais les 7 martyrs de Charonne, dont le plus jeune n'avait pas 16 ans, témoignent des sentiments spontanés profondément anticolonialistes et anti-impé-

rialistes de la classe ouvrière et du peuple de France.

Malgré le pacifisme défaitiste propagé par le PCF et ses organisations satellites — dont le mot d'ordre «paix au Vietnam» renvoyait dos à dos agresseurs et agressés — la lutte héroïque des peuples vietnamien, lao, cambodgien, a rencontré un profond écho dans notre pays.

Ces traditions de solidarité internationaliste prolétarienne se manifestent toujours spontanément chez les ouvriers français : ce sont les dockers refusant d'appliquer l'embargo sur le cuivre du Chili d'Allende, ce sont les débrayages et manifestations d'immense colère qui a secoué notre peuple au moment de la féroce exécution de 5 jeunes révolutionnaires espagnols en septembre dernier.

Certes le révisionnisme moderne déploie tous ses efforts pour briser cet élan qui dresse les ouvriers de France aux côtés de tous les

peuples opprimés, pour détourner de leurs vraies cibles ses luttes anti-impérialistes. Il se donne notamment beaucoup de peine pour présenter comme un «ami» des peuples opprimés, le social-impérialisme russe qui est pourtant leur ennemi véritable. Mais ces manœuvres réussissent de moins en moins car les pays et peuples du tiers monde eux-mêmes se chargent de dévoiler sa vraie nature cupide et agressive.

LE TIERS MONDE A L'ASSAUT DE L'ORDRE ANCIEN

Une des caractéristiques de la situation internationale actuelle est en effet la prise de conscience et la force croissante du tiers monde. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, l'immense majorité des pays pauvres et opprimés de la planète a secoué le joug colonialiste, conquis l'indépendance politique. Ils sont désormais engagés dans un gigantesque combat pour en finir avec le pillage et l'oppression, imposer un nouvel ordre du monde. Car pour être réelle l'indépendance politique

doit s'accompagner de l'indépendance économique.

Les pays du tiers monde, qui représentent d'immenses territoires et une nombreuse population ont été maintenus depuis des siècles dans

40 % de celles du monde entier. Toutes ces richesses ont été confisquées, pillées par une poignée de pays impérialistes et continuent de l'être encore aujourd'hui principalement par les deux superpuissances,

na «les pays en voie de développement parlent en tant que groupe et d'une seule voix. Ce n'est pas nous qui avons créé la catégorie des pauvres, mais eux, les impérialistes».

Aux conférences internationales de Lima, Alger, Genève, Dakar, Manille, à la tribune de l'ONU, ils réfutent les théories américaines ou soviétiques qui entendent continuer à faire d'eux des pays asservis, dominés, assistés. Comptant d'abord sur leurs propres forces, ils s'entraident mutuellement, exigent de dialoguer avec les pays du second monde sur un pied d'égalité, renforcent leur combat contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme, le sionisme, le racisme et particulièrement l'hégémonie des deux supergrands.

Au premier rang de la lutte contre les superpuissances, le tiers monde est ainsi aujourd'hui la force motrice de l'histoire. Ses luttes et celles des prolétariats des pays développés s'épaient mutuellement. Les superpuissances, les bourgeoisies monopolistes et les partis révisionnistes qui tentent désespérément de les opposer les uns aux autres ne pouvant venir à bout de cette solidarité de combat qui tôt ou tard les balaiera.



Compter sur ses propres forces : la première génération des ouvrières textiles du Congo (photo «l'Éveil»).

la misère et le sous-développement.

Un exemple : le continent africain possède les 53 minerais et métaux les plus importants, indispensables au développement industriel des différents pays du monde. Ses réserves de charbon sont très riches, ses ressources hydrauliques représen-

l'URSS et les USA qui entendent toutes deux dominer le monde entier.

Mais ces temps sont désormais révolus. A l'exemple des pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP les pays du tiers monde resserrent leurs rangs. Ainsi que l'affirmait récemment un ministre de la Guya-

LETTRE DU PORTUGAL

D'une lectrice résidant au Portugal nous avons reçu la lettre suivante. Faute de place nous ne pouvons reproduire ci-dessous l'ensemble des informations qu'elle nous transmet concernant la lutte des ouvriers de Timex. Nous ne manquerons pas de le faire prochainement.

Voyant avec quel enthousiasme se prépare le rassemblement ouvrier du 14 février, je voudrais apporter ma petite contribution en faisant une proposition pour que cette journée de lutte soit sous le signe de l'internationalisme prolétarien. Je pense que vous aurez déjà pensé à rassembler, dans la mesure du possible, des travailleurs de différents pays qui luttent contre un même patron du capital international, ou même simplement par internationalisme, comme les travailleurs belges qui subissent la loi bourgeoise de leur pays pour avoir soutenu la lutte des travailleurs du «Parisien libéré», ainsi que j'ai pu le voir dans le journal.

Ici, il se mène une grande lutte contre les licenciements (800) à Timex (patron US) et je crois que la Commission de travailleurs et le syn-

dicat de l'horlogerie et de l'orfèvrerie (qui n'est pas du tout noyauté par les sociaux-fascistes et qui dirige la grève) ont pris contact avec toutes les autres usines Timex d'Europe pour appeler les travailleurs à soutenir activement leur lutte. Comme le temps est trop court pour préparer le départ d'un camarade, de Timex ou du syndicat, à ce rassemblement, vous pourrez parler de cette lutte et appeler à la solidarité, à plus forte raison si des camarades de Timex (France) participent à ce rassemblement.

Je vais vous traduire l'article paru dans «O comunista» No 7, pour que vous preniez connaissance de l'évolution de la lutte. Maintenant, elle est beaucoup plus avancée, mais je n'ai pas beaucoup d'informations, aussi je vais demander aux camarades de «O comu-

nista» de vous en envoyer le plus rapidement possible. Tout ce que je crois savoir, c'est que les travailleurs occupent l'usine, mais qu'ils ne peuvent pas produire pour eux-mêmes car les machines qui restent ne servent qu'à faire des moitiés de montres. Autre détail important, dans l'usine comme dans le syndicat, les sociaux-fascistes sont complètement écrasés.

Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir être présente à ce rassemblement, mais bien qu'à 2 000 km, le cœur y sera !

Je suis sûre que cette journée va montrer la juste direction des communistes marxistes-léninistes de France dans la lutte des travailleurs contre le capital, pour la révolution prolétarienne dans la défense de l'indépendance nationale.

Cette journée va montrer à toutes les fractions de la bourgeoisie (au pouvoir et révisionniste) qu'elles ont raison d'avoir peur pour leurs intérêts !!!

Vive l'internationalisme prolétarien !

Création de la section d'Allemagne de l'Est du KPD(ml)

SUITE DE LA PAGE UNE

La section RDA du KPD-ml lutte contre l'oppression nationale des travailleurs en RDA ; elle lutte contre la division de la nation allemande dont les intérêts ont été et sont trahis par les impérialistes ouest-allemands et la nouvelle bourgeoisie en RDA ; le maintien de cette division est avant tout dans l'intérêt de l'aspiration à l'hégémonie des superpuissances, des impérialistes et des sociaux-impérialistes russes. Le KPD-ml assure dans cette lutte le rôle dirigeant qui incombe à la classe ouvrière. Car il est l'unique force qui lutte en réalité et non seulement en parole, pour une Allemagne unifiée et indépendante ; car c'est uniquement après la victoire de la révolution socialiste

dans les deux États allemands que l'Allemagne appartiendra au peuple allemand.

La section RDA du KPD-ml a exposé ses positions et objectifs politiques dans une déclaration au sujet de la fondation de la section RDA du KPD-ml (cf. pièce jointe).

Le KPD-ml est le Parti de toute la classe ouvrière allemande, il représente les intérêts du peuple allemand tout entier. Dans sa lutte pour une Allemagne unifiée, indépendante et socialiste, il tient compte du fait qu'aujourd'hui existe une nation allemande, mais deux États allemands, ainsi que Berlin-Ouest, qui ne fait partie d'aucun des deux États allemands. La révolution

peut vaincre uniquement si l'État bourgeois est brisé, en RFA — avant tout par la classe ouvrière ouest-allemande — et en RDA — avant tout par la classe ouvrière est-allemande. Le KPD-ml se divise donc en la section RFA du KPD-ml, la section Berlin-Ouest du KPD-ml et la section RDA du KPD-ml. Les trois sections font partie intégrante d'un Parti marxiste-léniniste unique. Elles guident la classe ouvrière toute entière et le peuple travailleur tout entier d'Allemagne sous la direction du Comité central du KPD-ml avec le camarade Ernst Aust comme président, réalisant ainsi une volonté et une action unique.

Le comité directeur du KPD-ml.

nouvelles intérieures

Après le 22^e Congrès du PCFNOUVELLE LUNE DE MIEL
ENTRE LES PARTIS DE
MARCHAIS ET MITTERRAND

Alors que Mitterrand était occupé jeudi soir, à Issoudin, dans l'Indre, à donner le coup d'envoi de la campagne pour les élections cantonales, Claude Estier, lui, secrétaire national du parti socialiste, alimentait à Paris la campagne qu'a engagée son parti, dès avant la fin du congrès du PCF, pour remercier Marchais d'avoir abandonné toute référence à la dictature du prolétariat.

Dans l'hebdomadaire du PS, L'Unité, Claude Estier écrit en effet :

«Quelles que soient ses limites, la nouvelle image que le PCF cherche à donner de lui-même ne peut qu'être bonne pour l'union de la gauche. Et si elle est bonne pour l'union de la gauche, il n'y a aucune raison qu'elle soit mauvaise pour le parti socialiste».

Poursuivant, par ailleurs, son analyse du XXII^e congrès du PCF, le secrétaire national du PS note avec intérêt que :

«L'insistance mise par le congrès à définir une voie démocratique au socialisme et à préciser les garanties qui seraient données à toutes les couches sociales après la victoire des forces populaires permet de penser que le Parti communiste envisage désormais sérieusement l'hypothèse de sa prochaine participation au pouvoir.»

Effectivement, pourrait-on dire, Claude Estier a raison, si le PCF se pare aujourd'hui d'une façade si «démocratique», s'il n'hésite pas à s'exposer aux remontrances de Moscou pour rejeter les mots même de

«dictature du prolétariat», c'est qu'il considère que le seul moyen qui puisse le propulser jusqu'aux fauteuils gouvernementaux ce sont les élections, et non une quelconque tactique «dure», putschiste.

Mais si le PS insiste particulièrement sur ce point, c'est qu'il y est intéressé au premier chef. Car, bien que premier parti bourgeois de France, il ne peut encore espérer se passer du PCF pour parvenir au pouvoir. Voilà pourquoi les dirigeants du PS mettent tant de soin à analyser la tactique adoptée par leurs alliés révisionnistes et voilà aussi pourquoi ils mettent tant de soins à remercier ces derniers de s'engager à fond dans la voie de l'électoratisme et de la «démocratie aux couleurs de la France».

L'INFORMATIQUE: UNE ARME
POUR LA BOURGEOISIE

Non, le contrôle automatique et permanent des travailleurs, ce n'est pas de la science-fiction. C'est déjà là, grâce à l'informatique.

Le fichage en tout genre par les différents rouages de l'appareil d'Etat est bien connu : Sécurité sociale, ministère de l'Intérieur avec le fichier général du projet Safari, banques, assurances, etc. Un fichier pour chaque aspect de notre vie et la perspective (déjà réalisée ?) de les relier entre eux. Déjà certains postes de police (sur autoroutes par exemple) sont équipés de «terminaux» permettant d'avoir immédiatement la liste des informations connues sur une personne.

Un aspect beaucoup moins connu : le contrôle permanent des travailleurs, sur leur lieu de travail. Des systèmes jouant le rôle de garde-chiourme, portier-vigile, en un mot de flic automatique, sont aujourd'hui fournis par IBM, Singer (et sûrement d'autres).

Un exemple : l'auto-commutateur 3750 d'IBM. Ses possibilités :

— contrôle des appels téléphoniques : heure, durée de l'appel, numéro appelé, possibilité de conversation à 3 (évidemment le 3^e peut être une discrète bande magnétique)...

— contrôle de circulation du personnel : des portes sont mises un peu partout dans l'entreprise, dont l'ouverture est contrôlée par des pointeuses. Chacun a un badge magnétique personnel qu'il doit introduire dans la machine pour ouvrir

la porte. Le 3750 note le nom du «passant», l'heure et le sens (sortie ou entrée). Suivant l'endroit où sont mises les portes et les pointeuses, le patron contrôle la circulation entre bâtiments, services ou ateliers, d'une machine ou d'un bureau à l'autre, la fréquentation de la machine à café ou des WC. Des écrans à clavier permettent à tout instant de savoir où est «machin».

— «protection et sécurité» (du matériel de l'entreprise !) : le badge est personnalisé, c'est-à-dire qu'on peut interdire l'accès de certains locaux à certaines personnes. Ces interdictions peuvent être mises en place immédiatement par clavier (un exemple au hasard : en cas de grève).

— «suivi de l'activité» : plus besoin d'autant de petits chefs. On rend compte par clavier à la machine du

travail fait. Elle vous dit le travail à faire.

Il y a beaucoup d'autres possibilités (tout est contrôlable par le 3750 dans l'entreprise).

Le contrôle du téléphone et de la circulation est sur le point d'être mis en place au Service informatique des Assurances générales de France.

Un système analogue, avec contrôle d'activité, Cesar, est en projet à la Snecma.

Des appareils identiques viennent d'être installés dans plusieurs tours de la Défense, en tant qu'anodins standards téléphoniques. L'informatique, c'est aussi un «outil de travail» avec le télétraitement par exemple au lieu de remplir des dossiers on tape sur un clavier des informations qui, transmises à l'ordinateur, sont traitées et enregistrées par lui. Le télétraitement entraîne et entraînera dans les banques, les assurances, etc., une restructuration complète avec pour conséquences pour le personnel : déqualification, contrôle du rendement et des erreurs, division accrue du travail, division en petites unités, éparpillement géographique.

Des travailleurs des assurances.

De source officielle

LE CHOMAGE A ENCORE
AUGMENTE EN JANVIER

Le ministre du travail a rendu publiques le 12 février de nouvelles statistiques sur l'ampleur du chômage dans notre pays. On apprend ainsi que les chiffres officiels qui étaient de 1 009 400 chômeurs à la fin décembre 1975 sont passés fin janvier 1976 à 1 017 400.

Durant le mois de janvier, le nombre des demandes d'emploi a atteint 208 000, cela représente une augmentation de 17600 par rapport aux demandes d'emploi enregistrées au cours du mois précédent.

Ces chiffres, les seuls dont nous disposions émanant de source officielle,

sont largement en deçà de la réalité. Il faut en effet savoir que nombre de chômeurs ne sont pas inscrits à l'ANPE, soit que la complexité et la multiplicité des démarches à faire pour s'y inscrire les en dissuadent, soit, pour les femmes, qu'elles travaillent pour un temps à la maison, soit que ces chômeurs n'aient pas le droit de s'inscrire, parce qu'ils sont à la recherche d'un premier emploi ou pour tout autre raison...

De sorte que nous estimons qu'actuellement plus de 2 millions de travailleurs sont victimes de chômage total ou chômage partiel. On ne peut en effet parler

de chômage sans parler de chômage partiel, et il faut notamment compter parmi les travailleurs victimes de ce dernier la plupart des travailleurs intérimaires qui sont au nombre de 400 000.

Certains chiffres nous donnent également des indications sur la composition de cette immense armée de chômeurs. Il en ressort notamment que les jeunes de moins de 25 ans sont parmi les plus frappés par le chômage. Ainsi en Lorraine où l'on compte actuellement 34 000 chômeurs au moins, la moitié est âgée de 25 ans au plus.

Naphtachimie à Martigues

LE DROIT DE GREVE
MIS EN CAUSE

Les syndicats CGT et CFDT de Naphtachimie, ainsi que deux de leurs dé-

légués nommément désignés, comparaitront le mois prochain devant le tribunal

de grande instance d'Aix-en-Provence, sur assignation de la direction de Naphtachimie.

Cette dernière leur reproche d'avoir entravé la «liberté du travail» au cours des grèves des 27, 28 et 29 mai 1975. Elle estime qu'elle a dû verser de ce fait à des non-grévistes qui n'ont pu pénétrer dans l'usine, et particulièrement aux cadres supérieurs, une somme de 450 000 F. En conséquence, elle demande aux deux syndicats et aux deux délégués, le versement, solidairement, de cette somme.

Pour la CFDT, qui a tenu une conférence de presse à ce sujet, ce procès «est une offensive de grand style du patronat contre le droit de grève». D'autre part, elle a précisé que ce procès pourrait «faire jurisprudence», les directions de Renault et d'Air-France ayant intenté des procès «pour fait de grève» qui doivent être évoqués devant les tribunaux après Naphtachimie.

Si le tribunal d'Aix-en-Provence faisait droit à cette demande de la direction de Naphtachimie, les deux délégués auraient à verser l'équivalent de 15 ans de salaires.

Il est clair que par cette méthode de plus en plus fréquente, les capitalistes cherchent à remettre en cause le droit de grève.

Cité universitaire de Paris

Les CRS contre
les étudiants
tunisiens

La maison du Mexique, à la Cité universitaire, où des étudiants tunisiens faisaient la grève de la faim depuis le 6 février, a été investie jeudi matin par les CRS qui ont procédé à l'arrestation de 32 étudiants, annonce l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET).

Les grévistes marquaient ainsi leur solidarité avec leurs camarades de Tunis, qui, sont en butte à de très violentes actions de répression de la part du pouvoir. A la fin du mois de janvier, les heurts entre les étudiants de Tunis (qui demandent notamment de jouir de libertés démocratiques) et les forces de police avaient fait un mort.

Les étudiants tunisiens de France avaient demandé au directeur et aux résidents de la maison du Mexique de les accueillir pendant leur grève de la faim. L'autorisation, donnée la semaine dernière, avait été reconduite hier soir. C'est sur plainte du directeur de la

maison internationale que les forces de police sont intervenues ce matin.

L'UGET s'élève contre l'attitude des CRS, qui, selon elle, «ont fait preuve d'une barbarie sans exemple, n'hésitant pas à matraquer les étudiants grévistes de la faim, pour la plupart encore endormis», et à les injurier en termes racistes. Elle souligne «la collaboration policière entre le gouvernement français et le régime réactionnaire tunisien» et appelle «tous les démocrates et anti-impérialistes français à se mobiliser pour exiger la libération immédiate des étudiants arrêtés, et afin d'empêcher que des mesures d'expulsion ne soient prises à leur encontre».

A Lyon, des étudiants tunisiens font également la grève de la faim depuis le 10 février. Pour les soutenir, on peut leur rendre visite 39 Rue Courteleine à Villeurbanne.

La parole à la classe ouvrière

TRAVAILLEURS FRANÇAIS

ET IMMIGRES,

une seule classe ouvrière

les mêmes droits!



Une seule classe ouvrière, les mêmes droits pour tous, c'est la revendication qu'il faut imposer partout.

C'est elle qui a déjà été victorieuse dans de nombreuses entreprises où, travailleurs français et travailleurs immigrés au coude à coude ont fait front, ont mené le combat classe contre classe.

Mais qui aujourd'hui, se préoccupe des travailleurs immigrés ? Le PCF et la CGT ? Le PS ou autres groupuscules manipulés par le révisionnisme ? Est-ce le cas de la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine ? Ou de Lutte Ouvrière avec Arlette Laguillier ?

Les travailleurs immigrés, eux, ne votent pas, alors... Les candidats à la présidence, si prompts à faire des promesses pour gagner des voix font comme s'il n'y avait pas dans notre pays plusieurs millions de travailleurs immigrés.

La prétendue gauche se dit « antiraciste » alors que les socialistes, Mitterrand en tête, ont été les responsables No 1 de l'agression colonialiste en Algérie, et, ils portent la responsabilité de l'existence dans notre pays du racisme antiarabe. Les dirigeants du faux parti communiste qu'est aujourd'hui le PCF, avec sa nouvelle politique de la main tendue, eux aussi se disent antiracistes, pourtant, pour rester dans la légalité le PCF n'a

pas soutenu les jeunes rappelés lors de la guerre d'Algérie, il refusa de les aider à s'organiser, de plus il cracha même sur les glorieux combattants du Front de libération national (FLN), les traitant de « terroristes », de « Fellagah ». Ainsi se trouva trahi le grand principe léniniste de l'internationalisme prolétarien par des dirigeants qui ont, aujourd'hui encore le culot d'affirmer avoir fait « leur devoir » de communistes pendant la guerre d'Algérie. Ils ont aussi approuvé la circulaire scélérate de Fontanet lors de sa sortie, et, ils sont les chauds partisans d'un « statut des immigrés », cherchant ainsi à diviser la classe ouvrière, tout comme le fait la bourgeoisie, en faisant des immigrés une catégorie à part.

C'est pourquoi, nous devons tous œuvrer plus que jamais à l'unité de la classe ouvrière de France, des travailleurs français et immigrés.

Ce sera là un des aspects du grand rassemblement national ouvrier du 14 février. Œuvrer à cette unité c'est en particulier combattre pour l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs immigrés, contre toutes les mesures qui visent à couper la classe ouvrière en deux, et, dans ce combat, nous aurons à affronter la bourgeoisie dans son ensemble, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit de gauche.

TRAVAILLEURS



Le problème des conditions de travail des travailleurs immigrés et le problème de leur sécurité au travail est crucial. L'évolution du nombre des accidents durant les dernières années est alarmante, et, un accidenté du travail sur trois est un salarié immigré.

«Maximaliser les profits et minimiser les coûts» telle est la pierre angulaire de tout système productif capitaliste.

MEME TRAVAIL, MEMES DROITS !

Comme tous les travailleurs, les travailleurs immigrés ont le droit de faire grève pour imposer leurs revendications aux patrons exploités, mais, seuls dans la lutte, ils risquent la répression, voire même parfois l'expulsion du pays. C'est pourquoi il nous faut savoir que ce n'est que par la force unie des travailleurs français avec les travailleurs immigrés au coude à coude que nous ferons plier les patrons et leurs lois. Le patronat et son gouvernement ne révent que d'une seule chose : diviser ceux qu'ils exploitent, ceux qui créent les richesses, pour continuer à arrondir tranquillement leurs profits avec la sueur et le sang des ouvriers. Mais les luttes de la classe ouvrière de France, Français et immigrés, leur imposent des défaites, leur arrachent des droits qu'ils cherchent sans cesse à reprendre. Ces droits chèrement obtenus dans la lutte, il faut refuser de les leur abandonner. Il faut refuser la séparation entre les ouvriers français et immigrés, et aussi entre les immigrés de différentes nationalités. Tous ensemble, rejetons la division, arme des patrons, luttons pour l'égalité des droits de tous les travailleurs. C'est pourquoi, pour un travail égal, un travailleur immigré doit avoir le même salaire qu'un travailleur français et les mêmes avantages que lui. Car le pouvoir monopoliste, en restreignant toujours plus les droits des travailleurs immigrés, nous montre sa crainte de voir le développement des luttes unir Français et immigrés. Dans une des notes internes du

ministère du Travail, on peut lire : « Il n'y a pas, en France, pour les étrangers, de droit au travail : contrairement à ce qui existe pour les ressortissants français, les étrangers sont soumis d'autorisation préalable : "l'étranger ne peut exercer une activité professionnelle salariée en France sans y avoir été préalablement autorisé par le ministre "chargé du travail" (...) »

Il n'y a donc pas de droits égaux pour les immigrés, c'est bien eux qui font les travaux les plus dangereux, les plus pénibles. Les travailleurs immigrés eux, sont assujettis à la carte de travail, ce qui les sépare objectivement encore plus violemment que les travailleurs français, qui eux ont droit au travail, à la stabilité de l'emploi et aux possibilités de promotion.

Partie intégrante du prolétariat de France, les travailleurs immigrés sont engagés dans la lutte de classes en France : les luttes qu'ils ont menées à Pennaroya, Girosteel, les Câbles de Lyon Clichy, etc. ne sont pas des « leçons » seulement pour eux, ce sont des exemples pour l'ensemble du prolétariat.

COMBATTRE LE RACISME

La présence concrète d'un prolétariat international en France donne à la lutte de classe un caractère concrètement internationaliste. Il faut résoudre la contradiction entre prolétaires d'origine étrangère et prolétaires d'origine française, contradiction entretenue par la classe dominante : l'ouvrier français voit en l'ouvrier étranger un concurrent qui abaisse son niveau de vie, « casse » les salaires, fortifie le système des cadences, vient « prendre le pain des Français ». La lutte contre le chauvinisme est une lutte prioritaire, inscrite dans la lutte contre notre propre impérialisme.

L'opinion publique française est fortement sensibilisée aux problèmes de l'emploi ce qui se traduit fréquemment par une réaction de rejet, une réaction raciste que le pouvoir entretient quotidiennement : « Les étrangers prennent notre travail ».

Malgré cela, les luttes sociales en France s'étendent et se développent de plus en plus fréquemment, les travailleurs immigrés y figurent activement, soit aux côtés des travailleurs français, comme aux Câbles de Lyon, soit en menant seuls leur propre lutte, foyers Sonacotra, Lilas, ect.

LA « SIMPLIFICATION » DES TITRES DE TRAVAIL

« Améliorer les conditions de délivrance des titres de travail et de séjour. C'est en définitive permettre au travailleur étranger de se sentir mieux accueilli dans les services administratifs, d'y être mieux informé sur

ses droits, de régler ses problèmes dans les meilleurs délais et de lui éviter de la sorte de prolonger une période où il se sent en état d'insécurité. » (Discours du 21 mai 1975 de M. Dijoud, secrétaire d'État à l'Immigration).

Un décret est paru le 21 novembre 1975, modifiant le régime des cartes de travail, mais à l'analyse de ce décret, nous pouvons remarquer que la présentation « libérale » ne tient pas, quelques changements mineurs ne peuvent cacher qu'il s'agit en fait d'une légalisation de dispositions imposées auparavant par la circulaire scélérate de Fontanet (le pouvoir craint sans doute des recours éventuels au Conseil d'État). Dans les faits, il ne s'agit essentiellement que d'un changement de dénomination de cartes.



Gennevilliers : manifestation des Câbles de Lyon en décembre 1973 (photo Fotolib).

Rien n'est changé, sauf que la carte ordinaire à validité permanente se trouve purement et simplement supprimée, et que la carte permanente pour toutes professions salariées (carte C) n'est plus permanente mais valable 10 ans.

SÉLECTION PAR RAPPORT AU MARCHÉ DE L'EMPLOI

Personne n'ignore que l'immigration constitue un commode volant de main d'œuvre : le travailleur immigré bouche les trous, quelle que soit par ailleurs sa qualification. On n'hésite pas à recourir à la déqualification selon les nécessités.

Le besoin de manœuvres dispense de toutes les dépenses réelles de formation. Mais la circulaire, précisant bien qu'une autorisation de travail ne peut être accordée que pour les emplois dont on a besoin, on peut ainsi cantonner les immigrés dans les professions définies et même dans certains départements. Il y a là une véritable forme d'« assignation à résidence » qui, indépendamment de la grave atteinte aux libertés individuelles qu'elle constitue, empêche à tout le moins une quelconque promotion (dans les secteurs mal payés, les Français, eux, ont la possibilité de s'en aller, par exemple de l'Alsace vers l'Allemagne). Dans le secteur agricole, qui connaît un fort mouvement de dépopulation, on pourra ainsi « assigner » commodément « à résidence » des contingents, variables selon les besoins, de travailleurs immigrés.

CONDITIONS DE VIE ET ASSASSINATS RACISTES

Les conditions de vie des travailleurs immigrés se sont considérablement aggravées sur tous les plans, avec la crise : chômage, mais aussi hausses des loyers dans les foyers, difficultés pour toucher les allocations, développement du racisme, et répression sous toutes ses formes : après les odieux crimes racistes de Marseille, Mohamed Diab, Laid Moussa, le 7 octobre 1975, Sisbanne Azzouz assassiné et jeté dans les eaux du lac d'Annecy ; son frère, Mohamed Azzouz, venu reconnaître et enquêter sur l'origine de la mort de son frère Sisbanne (président de l'Amicale des Algériens à Annecy) a bien failli lui aussi tomber sous les coups des racistes, il avait été attaqué par plusieurs hommes alors qu'il rentrait à son hôtel. Les expulsions, comme c'est le cas pour Béchir Arfaoui, tout cela est bien synonyme de racisme, voire même, sous certains aspects, de « fascisme ».

Les travailleurs immigrés ripostent à ces attaques : luttes d'usines (Chausson, Pennaroya, Girosteel, Câbles de Lyon, etc.) ou dans les foyers (40 foyers Sonacotra en grève). Ces luttes, les travailleurs immigrés les ont placées sur le terrain de l'unité avec les travailleurs français. Tous ensemble, combattons le racisme, exigeons les mêmes droits pour un même travail. Travailleurs français et travailleurs immigrés le 14 février, à la Mutualité, ce sera le grand Rassemblement national ouvrier, le grand Rassemblement d'un même combat de classe pour les mêmes droits. Travailleurs français et travailleurs immigrés une seule classe ouvrière !

Bernard NOVION



Quelques informations sur les participations au 14 février

Parmi les nombreuses participations (voir liste p. 6) seront présents également des travailleurs de la Thomson-CSF-Bagneux, de Guillohard Nantes (avec panneaux, bande dessinée et une brochure).

Quelques précisions : des travailleurs d'Aixiba (Aix-en-Provence) — filiale de la

Dumez, 1er constructeur européen du bâtiment et des travaux publics — sont en lutte actuellement contre les licenciements et contre les manœuvres des délégués CGT-PCF. Ils expliqueront tout ça le 14.

Des travailleurs de Mamouth (Rennes) retraceront

la lutte qu'ils ont menée en septembre dernier.

Une bande filmée a été faite le jour de l'agression de la maîtrise. S'ils ont pu se la procurer, ils pourront la passer, car nous avons un magnétoscope.

Une précision : les travailleurs de MBC Brest, en lutte contre les licenciements, n'ont pas annoncé leur participation. C'est le CDHR, travaillant sur ce secteur, qui avait simplement annoncé qu'il essaierait de réaliser un panneau sur la lutte avec les ouvrières de MBC.

Des instituteurs et institutrices de Chartres ont décidé de faire une bande dessinée sur leurs luttes. Ils souhaitent qu'elle aide à comprendre le rôle réactionnaire du faux parti communiste dans le milieu enseignant.

Des camarades de Brest apporteront un document sur « la guerre du lait » en bande pour magnétoscope et en film 16 mm. Ils prépareront également un panneau sur la répression antipaysanne.

Des camarades des syndicats CGT-CFDT de l'Institut national de la consommation (INC) viennent avec un panneau sur la consommation et un panneau sur le syndicalisme dans la fonction publique.

Le cercle Dufour de la Jeunesse communiste de France a préparé des panneaux ainsi que des sketches sur les con-

ditions de travail des élèves sages-femmes.

Un groupe de camarades employés de bureau (Secteur Défense) parleront de la lutte entre deux lignes dans le syndicat (dans la CGT où ils sont), de la lutte pour la réintégration d'un des leurs à son retour du service militaire. Ils appellent leurs camarades de travail à se joindre à eux.

Par ailleurs, nous n'avons pas pour l'instant confirmation de la tenue d'un stand par le Comité de coordination des 47 foyers Sonacotra en grève, mais nous pouvons d'ores et déjà annoncer que le samedi 21 février à la Mutualité, à 14 h, il tiendra un grand meeting, qui doit être un grand succès pour la lutte de nos frères immigrés.

A la Radiotechnique-Compelec de Dreux

PLUS DE MILLE OUVRIERS EN GREVE

La RTC de Dreux, c'est une des plus grosses usines d'Europe pour les tubes de TV. Des milliards de profits qui s'accroissent de jour en jour sur le dos du personnel, en majorité immigré ou féminin (80 % d'ouvriers immigrés à la RTC de Dreux).

Des ouvriers immigrés ont répondu à nos questions pendant le repas à la cantine.

HR : Quelles sont vos revendications ?

— C'est 5 % d'augmentation des salaires ; égalité des salaires pour les femmes ; diminution des cadences.

— Le salaire sans les primes, c'est 1.500 F à l'embauche. Il faut voir que c'est pour un travail jour et nuit, en 3 x 8, et pour 44 heures (2 semaines 40 heures, une semaine 48 heures).

— C'est surtout les cadences qu'on veut diminuer. En 2 ans, c'est passé de 140 à l'heure à 240 à l'heure.

— Ici ce n'est pas la chaîne, mais la double chaîne. On est obligé de courir. Et c'est dégueulasse comme boulot, avec les gaz, les produits chimiques.

— Les Français s'en vont. Ils ne veulent pas de ce boulot pour ce prix-là. Aujourd'hui on a tous vraiment assez de cette vie. Ce n'est pas possible pour un être humain de suivre ces cadences-là.

HR : Les travailleurs immigrés ont-ils des revendications particulières ?

— Pas vraiment. Ici on est la grande majorité sauf les chefs. Mais dès qu'on dit quelque chose, on nous menace d'expulsion. Ils nous menacent pour nous obliger à suivre les cadences, à accepter 2 postes au lieu d'un. Ça évite d'embaucher.

— (Un jeune) La RTC est venue nous chercher au Maroc, elle nous a fait quitter le lycée en nous faisant signer un contrat nous promettant plein de choses. Pendant un an on est resté dans un centre à rien faire.

Mais du coup on ne pouvait plus reprendre nos études. Et maintenant on nous traite comme des bêtes, même pire.

HR : Avez-vous des exemples sur les conditions de travail ?

— Dans un atelier, il faut passer 7 portes pour y arriver. Il y fait 23 degrés environ, et c'est un éclairage fluorescent comme sur les autoroutes. Eh bien, il est interdit d'apporter à boire. On meurt de soif.

— On n'a pas le droit d'apporter son casse-croûte. On est obligé de prendre le sandwich à la sardine de la RTC, et ça nous est retenu sur la paie.

— Le temps de pause a été réduit d'environ 5 mn. Et c'est un blâme pour un retard d'une seconde.

— Ici, c'est de l'esclavage.

— Un jeune qui a lu le journal local : il faut répondre au maire de Dreux (qui dans un article électoraliste se plaint que le préfet accorde des entrées aux familles immigrées). Il faut dire à M. Cauchon qu'on a les mêmes droits que les travailleurs français, qu'on a signé un contrat avec le gouvernement où c'est écrit très clairement. Il faut qu'il fasse des excuses.

HR : Et les accidents du travail ?

— Il y en a beaucoup, à cause des cadences. Ce qu'il faut dire, c'est qu'une machine, elle peut tomber en panne. Mais nous on n'a pas le droit de tomber malade.

— Quand un célibataire tombe malade, un copain

qui est marié l'accueille chez lui. Mais le patron envoie un contrôleur (Securex) et comme il n'est pas au foyer, il a un blâme.

— Trois blâmes, et c'est la porte. Il y en a bien 400 de renvoyés en un an.

— Et les médecins de Dreux, ils ont la consigne. On nous refuse des congés de maladie.

— L'an dernier un médecin a refusé un congé à un ouvrier ; juste après, quand il est rentré au foyer de St-Rémy, il est mort.

— Et dans les foyers c'est dur aussi, 3 par chambre pour 150 F. Pas de droit de visite. Et le directeur de l'ADEF nous a dit : pas question de faire crédit si vous faites grève.

— Un inspecteur du travail marocain est venu aussi. Mais les gars ont refusé qu'il se mêle de tout ça. C'est notre grève.

HR : Les ouvriers sont syndiqués ?

— Très peu. En ce moment, il y en a qui prennent la carte CGT.

— Souvent les délégués, c'est des chefs d'atelier. Et la CGT c'est plutôt mou.

HR : Comment a démarré la grève ?

— 13 gars ont débarrayé à l'atelier de finition couleurs. Une demi-heure après, tout l'atelier. 2 heures après, un autre atelier. Et ainsi de suite. Au début c'était des débrayages de 4 heures. Ça fait maintenant 2 semaines qu'on est parti en grève.

Les délégués CGT ont proposé 2 heures de débrayage. Personne n'a suivi. On en faisait 4 heures déjà. Maintenant c'est grève illimitée. On a fait plusieurs manifestations en ville.

On se réunissait à la Bourse du travail.

Aujourd'hui on bloque les portes à partir de midi. (Les non-grévistes, surtout

des chefs, sortent sous les huées des centaines de grévistes massés sur la route intérieure).

— Les huissiers sont là. Demain ce sera les CRS.

— On est décidé à avoir nos revendications. Les 5 % c'est pas beaucoup. On veut que les heures de grève soient payées (Des ouvriers avaient proposé 200 F pour tous, mais ça n'a pas été repris par la CGT).

C'est les cadences le plus important. C'est pas possible de continuer comme ça.

Sur ce, survient un gardien de l'usine qui dit à la correspondante HR :

Vous êtes de la RTC ? Vous ne pouvez pas rester ici. Je vous avais vu entrer, mais ensuite je vous avais perdue de vue.

Un instant de stupeur, puis un ouvrier interviewé fait remarquer : Il y a bien des délégués qui ne sont pas de la RTC qui viennent ici, ceux qui viennent de Chartres.

Le gardien répond qu'ils sont de la CGT mais l'ouvrier essaie à nouveau d'expliquer que c'est pareil pour cette correspondante.

A cela il faut ajouter que les délégués CGT :

— refusent la parole à un syndiqué CFDT, nouveau et seul dans l'usine.

— ont fait un tract pour un bal de soutien (qui fut un fiasco), sans un mot sur les luttes et les revendications des ouvriers, et avec de la publicité au verso.

Mais cette lutte des ouvriers du bague Radiotechnique saura leur montrer à quels traîtres ils ont affaire. Leur combativité se renforce de jour en jour, obligeant ces traîtres à se soumettre à leurs décisions. Les ouvriers de la RTC sont décidés coûte que coûte à vaincre.

Correspondante HR.

Perpignan :

LES COURRIERS CATALANS TOUJOURS EN GREVE

Après une nouvelle réunion, la situation aux Courriers catalans n'a pas évolué. Les travailleurs restent déterminés dans la lutte, la direction reste sur ses positions ; elle refuse toujours d'accepter les justes revendications des travailleurs.

Dans une lettre adressée au directeur général de Courriers catalans, les travailleurs y expriment :

«Poursuite de l'action, les délégués syndicaux et du personnel réaffirment leurs désirs de faire accepter les revendications des travailleurs. Les travailleurs protestent contre les manœuvres d'intimidation de la direction face à leurs droits syndicaux.»

Au cours de discussions avec les travailleurs, nous apprenons que la direction mise sur le pourrissement de la grève et sur le découragement des grévistes ; sachant très bien qu'ils auront des problèmes financiers.

Les travailleurs envisagent la popularisation de la grève ainsi qu'une solidarité financière afin de déjouer la tactique du patron.

C'est la première grève suivie aussi largement et avec autant de détermination depuis 30 ans.

Les travailleurs des Courriers catalans appellent les travailleurs des autres entreprises à les aider en leur faisant part de leurs acquis de luttes.

Correspondant HR

note : vous pouvez les contacter, en allant les voir ou bien en écrivant à l'Humanité Rouge, BP 61, 75861 Paris, cedex 18, qui transmettra Courriers catalans, 2, rue Sasset, 66000 Perpignan.

GREVE DANS LA REGION NANTAISE

Les 110 employés de la SMAC (étanchéité) de Nantes se sont mis en grève lundi, pour protester contre la suppression de primes et d'indemnités. D'autre part, les 50 salariés des «Cartonnages de l'Ouest» ont entamé leur troisième semaine de grève et occupent les locaux de la direction pour obtenir une revalorisation de leurs salaires et la garantie de l'emploi. Enfin les syndicats CGT et CFDT des métaux de Nantes ont lancé, lundi, un appel en faveur de la centaine de grévistes de l'Electro-navale en grève depuis 2 semaines.

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER

LISTE DES ENTREPRISES PARTICIPANT A LA JOURNEE DU 14 FEVRIER

(faite au jeudi soir 12 février)

Hoover (Dijon)
Calberson (Le Mans)
Renault (Le Mans)
Meti (Nantes)
Les Batignolles (Nantes)
Guillouard (Nantes)
BTO (Nantes)
ex-Piron (Bretoncelles)
Cousseau (Cerisay)
Samti (Château-Gonthier)
Cités des Aubiers (Bordeaux)
Bassens
SAFT (Bordeaux)
Domecq (Bordeaux)
Mousserolles (Fonderies Bayonne)
Gaboriau (Bayonne)
«Trust Doumeng» (Sud-Ouest)
Mas (Toulouse)
Motorola (Toulouse)
Badin (Toulouse)
Génie civil (Montpellier)
Le Cantou (Montpellier)
Les Courriers du midi (Montpellier)
CREAI (Marseille)
La Paternelle
cité de transit (Marseille)
Somafer (Fos)
Lozai Babcock (Vitrolles)
Gare d'Arenc (Marseille)
Bidonville (Nice)
Aixiba (Aix)
Métro (Marseille)
Paris Rhône (Lyon)
PUK (Lyon)
Cerat (Grenoble)
Raymond Bouton (Grenoble)
Thomson CSF (Grenoble)
Mutuelle fraternelle (Grenoble)
Viscose (Rhône-Poulenc) (Grenoble)
Chaffoteaux et Maury (Chambéry)

Verre textile (Chambéry)
Egé (Chambéry)
Mammouth (Rennes)
Sambre et Meuse (Saint-Brieuc)
Garnier (Redon)
Foyer de jeunes
travailleurs (Bobigny)
Gervais Findus (Orsay)
Doittau (Brétigny)
AOIP (Brétigny)
Sanders (Juvisy)
Renault (Billancourt)
Thomson-CSF (Bagneux)
Tréfinmétaux (Corbeil)
Chauvin (Ivry)
EDF (Messine-Murat Paris)
Tri-PTT (Austerlitz)
Tri-PTT (PLM)
Chausson (Gennevilliers)
Vermiculite
SNECMA
Betor
Vallourec (Noisy)
Orlane (Orléans)
Rivière Casalis (Orléans)
Malichaud (Orléans)
Tri-PTT (Orléans)
Lycée CET (Vauban)
Un groupe d'alphabétisation (Vitry)
Cité des Marronniers (Vitry)
Cazeneuve (Nord Paris)
Villetaneuse
Renault (Cléon)
Telic (Strasbourg)
Lemaire et Dilliès (Roubaix)
Enseignants (Dijon)

LA SANTÉ AUX TRAVAILLEURS

Dijon
Marseille
Montpellier
Rennes
Strasbourg
Orléans
La Pitié
Corentin Celton
Franco-Musulman
Bondy
Montfermeil
Toulouse
Elèves sage-femmes (Paris)

PAYSANS

Naussac (Lozère)
Nord Finistère
Gahard
La Vigne Marou
Paysans «intégrés» Mamelor
Aubigné (Sarthe)

STANDS FEMMES

Chèques Postaux (Paris)
Femmes d'Aix
«Femmes dans le combat» Bordeaux

STANDS ÉTRANGERS

Palestine
«Le Travailleur tunisien»
Aydilink
FRAP
Front Polisario

STANDS JCMLF

Apprentis Limoges
JCML Limoges



LES STANDS EN SALLE C,
27 stands d'entreprises, dont un
grand stand rassemblant une dou-
zaine d'hôpitaux ou de groupes
de travailleurs sociaux.

Là se trouvera le stand des
Editions du Centenaire, des li-
brairies «Les Herbes sauvages»
et «La force du livre».

Sur la scène, animation continue
avec les sketches, films, chansons
et montages diapos, dont les
thèmes sont publiés en page 7.

HORAIRE DES FORUMS EN SALLE D.

— 15h : travailleurs français,
travailleurs immigrés, une seule
classe ouvrière.

— 16h 30 : film tunisien sur
l'immigration.

— 17 h : film «Oser lutter,
oser vaincre» (Flins 68).

— 19h 30 : tactiques de lutte
dans l'entreprise et luttes contre
le révisionnisme.

— 21h : le prolétariat de France
face à la situation internationale.

Les révisionnistes auraient attaqué l'Humanité Rouge en justice

Plusieurs lecteurs nous
ont récemment fait parvenir
le No 36 de «CCAS-Inf-
ormation», spécial vacances
d'été 76, qui publie sur une
quarantaine de pages le ca-
talogue des différentes va-
cances proposées aux élec-
triciens et gaziers : villages
de toile, maisons familiales,
séjours à l'étranger (pays de
l'Est essentiellement),
vacances de jeunes, croisières
(de 1 000 à 5 000 F par
personne !), etc.

Page 2 de ce numéro,
au verso de l'éditorial, on
trouve publication d'un ju-
gement qui aurait été rendu
le 23 octobre 1975 par le
tribunal d'Instance du deu-
xième arrondissement de
Paris contre Suzanne Marty,
directrice de publication de
notre quotidien

Une fausse adresse...
qui arrange bien des choses.
Notre journal et sa
directrice n'ont jamais été

avertis d'une plainte dépo-
sée par la CCAS ni de la
tenue d'un procès. Et pour
cause : la copie du jugement
nous informe, en effet, que
l'huissier commis par la
CCAS s'est adressé 17 Rue
Jean Rohur à Paris, c'est-
à-dire une rue qui n'existe
pas ! La meilleure preuve
en est qu'on se garde bien
d'en indiquer l'arrondisse-
ment.

Pourquoi donc avoir
inventé une fausse adresse
sinon pour empêcher que
nous soyons au courant
de ce procès, ce qui aurait
pu être bien gênant pour les
dirigeants de la CCAS. D'au-
tant qu'on ne nous fera pas
croire que ceux-ci ignorent
notre adresse, puisqu'elle est
inscrite chaque jour en pre-
mière page et que les diri-
geants de la CCAS sont
des membres éminents du
faux PCF.

La CCAS et les révisionnistes

Rappelons, en effet,
que la CCAS, sorte de Co-
mité d'entreprise d'EDF-
GDF, au budget de l'ordre
de 50 milliards pour 76-77,
est gérée par les fédérations
syndicales et que la fédé-
ration CGT y dispose de la
majorité absolue, profitant
encore de la confiance que
lui accordaient les travail-
leurs quand elle était un
syndicat de classe.

Les dirigeants révi-
sionnistes se sont d'ailleurs
octroyés tous les postes les
plus importants de la CCAS
(avec pour deux d'entre eux
des salaires supérieurs à 1
million) et y exercent un
contrôle total sur tout ce
qu'il s'y passe. D'ailleurs
de 1964 à 1973, son pré-
sident, qui reste encore ad-
ministrateur, n'était autre
que R. Le Guen, membre
du Comité central du PCF.

Les révisionnistes font appel à la justice bourgeoise

Le fait le plus signi-
ficatif est que pour tenter
de limiter la progression
de l'influence des commu-
nistes marxistes-léninistes de
France et de leur Parti à
l'EDF-GDF comme ailleurs,
les dirigeants du PCF font
appel, pour la première fois,
à la justice bourgeoise.

C'est une vieille mé-
thode de tous les réaction-
naires pour essayer de faire
taire les communistes que
de les faire condamner par
la justice de classe, de leur
faire supporter de lourdes
amendes. Ce n'est pas un
hasard si ceci intervient au
même moment que l'aban-
don officiel de toute réfé-
rence à la dictature du pro-
létariat.

Les dirigeants révi-
sionnistes sont bien des

réactionnaires, leurs prati-
ques à la CCAS (sur les-
quelles nous aurons l'occa-
sion de revenir) le prouvent
bien.

Défendre l'Humanité rouge

Ce jugement est au
fond une excellente chose.
Cela prouve que le dévelop-
pement des communistes
marxistes-léninistes et de
leur quotidien inquiète fort
les dirigeants du PCF, qu'ils

ne peuvent plus l'ignorer
et le cacher aux travailleurs.
Tiré à plus de 200 000
exemplaires, ce numéro de
CCAS-Information aura fait
connaître l'existence de no-
tre quotidien.

Mais si ce jugement
s'avère exact, nous devons
déboursier près de 7 000 F
ce qui n'est pas négligeable
pour un journal qui ne
compte que sur le soutien
des travailleurs.

ABONNEMENT EXCEPTIONNEL
AU RASSEMBLEMENT NATIONAL
OUVRIER LE 14 FÉVRIER
Un mois : 20 F.

Nom :

Prénom :

Adresse :

A remplir ou à recopier et à donner sur place au
stand de l'Humanité rouge.



culturel

Des caricatures des dirigeants du PCF UNE INNOVATION DANS L'HUMANITE

Si vous avez pu voir il y a quelques semaines à la télévision, l'émission-débat «C'est-à-dire» de Cavada à laquelle était invité Marchais, vous devez certainement vous souvenir de la fin de l'émission lorsque Gus — caricaturiste qui «croque» les invités pendant l'émission — demandait à Marchais pourquoi il n'y avait jamais de caricature des dirigeants du PC dans l'Humanité, Marchais répondait alors que c'était parce que les caricaturistes de l'Humanité n'étaient pas assez bons. Comme quoi Marchais n'a même pas d'estime pour ses «collaborateurs».

Sur cet «ordre» de Gus, qui sévit entre autre à la TV,

en illustrant les journaux télévisés d'A2, les dirigeants du PCF en ont profité, à la «lumière» du 22^e Congrès, pour innover dans les pages de l'Humanité : maintenant, on y trouve des caricatures de Marchais, Kanapa, etc. A l'instar des autres domaines, ces messieurs s'affublent d'un masque libéral en s'autocaricaturant. Qu'est-ce

qu'on est libéral au PCF ! Mais l'histoire de la caricature montre que ce n'est pas simplement en déformant les visages de personnalités que l'on fait une critique politique juste — les caricaturistes placés sur les positions de la bourgeoisie ont toujours su utiliser ces déformations formelles — mais que c'est

surtout en montrant le rôle de tel ennemi du peuple, en le plaçant dans un contexte très précis qui ridiculise ou contredit ses actes ou ses paroles. Il y a deux mondes et deux conceptions différentes entre reproduire simplement une tête de Marchais avec un gros nez et des sourcils énormes et entre le représenter à une tribune où il lève le doigt (pour condamner le poing levé des travailleurs) geste qui produit en ombre, sur le mur, le salut des nazis !

Là comme ailleurs, c'est une imposture des dirigeants du PCF pour faire croire à leur «libéralisme» alors qu'il ne remet en cause rien de leur politique de trahison de la classe ouvrière.

Rassemblement national ouvrier samedi 14 février

MUTUALITE DE 14H A 24H SALLES A ET B

Un aperçu du programme artistique

Sur la scène de la salle C de la Mutualité, vous pourrez voir et entendre toute la journée :

DES MONTAGES AUDIO-VISUELS

par un groupe de femmes du MLAC d'Aix-en-Provence, par des travailleurs des usines Renault du Mans, par des travailleurs des usines Rhône-Poulenc de Vitry, etc.

DES FILMS

faits par des travailleurs de Gaboriau à Bayonne (super 8 sonore), par le personnel et des travailleurs d'un hôpital d'Orléans (super 8), par des travailleurs d'Orléans à Orléans également, sur la «grève du lait», etc.

DES SKETCHES

de marionnettes faits et joués par les travailleurs de Renault-Billancourt qui joueront également plusieurs autres sketches ; un autre par des travailleurs des usines Batignolles à Nantes, par le personnel et les travailleurs du centre hospitalier régional et universitaire de Dijon, par les habitants de la cité des Marronniers à Vitry, etc.

DES CHANTS, DES POEMES

des chansons en basque par des travailleurs des Fonderies Mousserolles à Bayonne, des poèmes dits par des travailleurs de Batignolles à Nantes, un disque de Cerisay, un enregistrement sur cassettes venant de Saint-Nazaire, une chorale de jeunes de Clermont-Ferrand, une chanson de lutte par des travailleurs de Raymond-Bouton (Grenoble), des chants par une chorale de

jeunes de la JCMLF à Tours, des enregistrements sur les conditions de vie des vieux (Corentin-Celton), etc.

En salle D, la salle des forums, vous pourrez voir d'environ 17h à 19h 30 le film super 8 sonore de travailleurs de Gaboriau à Bayonne et le film de long métrage 16mm «Oser lutter oser vaincre»

Dans la salle A, de 15h à 17h et de 19h 30 à 23h, vous pourrez voir et entendre : un certain nombre de prestations scéniques faites par les travailleurs et qui passeront aussi en salle C (voir plus haut) ; des expositions de «La force du peuple» et de l'Atelier «18 mars», ateliers d'arts graphiques respectivement de Lille et de Paris, des expositions de poèmes et de quelques travaux d'artistes individuels, un spectacle musical du groupe Rosta, des chants de la chorale «La Communarde», du groupe chantant de l'Union générale des étudiants tunisiens, et celles de l'AEOM (Malgaches), ainsi que des pièces de la troupe Merlouche de Lille et de la Troupe des Hauts-Plateaux, et enfin des films divers.

Albanie :

Autour du projet de constitution de la RPA UN GRAND DEBAT SUR LA CULTURE SOCIALISTE

Dans toute l'Albanie on remarque ces jours derniers une animation particulière. Dans les fabriques et les chantiers, dans les coopératives agricoles, les écoles, les institutions culturelles et artistiques et dans les unités militaires on discute avec animation le projet de constitution de la République populaire socialiste d'Albanie.

L'hebdomadaire «Drita» organe de l'Union des écrivains et des artistes d'Albanie souligne l'importance du projet de constitution et traite de la voie parcourue par la culture et l'art albanais et des perspectives qui s'ouvrent devant eux. Le journal souligne que le projet de constitution est une nouvelle synthèse très documentée de la consolidation des acquisitions socialistes, un concentré de la ligne marxiste-léniniste du Parti du travail d'Albanie.

«Avec les victoires multiformes obtenues dans les domaines politique, économique et social» poursuit le journal «nous fêtons également la consolidation de notre culture révolutionnaire socialiste.

«Comme tous les autres articles du projet de constitution, l'article 35 lui aussi devient pour nous, les travailleurs de la culture, de l'enseignement et des arts une source d'études et de discussions».

Dans cet article il est dit : «L'Etat protège l'héritage culturel du peuple et prend soin du développement multilatéral de la culture socialiste albanaise. L'Etat encou-

rage le développement de la littérature et de l'art selon la méthode du réalisme socialiste. La littérature et les arts s'en tiennent aux idéaux du socialisme et du communisme et ils sont traversés par un esprit national et populaire». «Ici se reflètent clairement, de façon précise non seulement la voie parcourue dans plus de trois décennies par notre littérature et nos arts», indique le journal «mais encore la perspective d'un art de batailles, d'un art qui lutte contre toutes les influences bourgeoises, qui lutte pour les idéaux du socialisme et du communisme.»

Tout cela a pu être réalisé grâce à la ligne politique marxiste-léniniste suivie par le PTA et le camarade Enver Hoxha dans les questions idéologiques et dans le développement de la nouvelle culture, au sens large du mot. Dès la lutte antifasciste de libération nationale, le PTA fixait la tâche d'éliminer l'analphabétisme, de diffuser les connaissances scientifiques et la mise en place d'un réseau d'écoles pour les enfants du peuple dans les zones libérées. La création d'une nouvelle littérature et d'arts révolutionnaires devinrent l'œuvre de toutes les masses et des combattants partisans de l'Armée de libération nationale et ceux qui travaillaient dans la clandestinité. Ainsi, dans le feu de la lutte ont été jetés les fondements de la nouvelle culture et du nouvel enseignement socialistes. La révolution populaire elle-même, la grande contribution ap-

portée par le peuple albanais à la lutte antifasciste mondiale sous la direction du PTA, les efforts héroïques fournis après la libération du pays afin de faire de la révolution populaire une révolution socialiste, tout cela a mené les masses travailleuses à faire leur la nouvelle idéologie marxiste-léniniste.

L'étape actuelle de la société socialiste albanaise pose de plus grandes tâches dans le domaine de l'idéologie et de la culture et ces tâches sont exprimées en-

tièrement dans le nouveau projet de constitution où il est dit entre autre : «L'Etat mène une large activité idéologique et culturelle pour l'éducation communiste des travailleurs, pour la formation de l'homme nouveau. L'Etat attache une attention particulière au développement et à l'éducation de la jeune génération dans l'esprit du socialisme et du communisme». C'est une des importantes fonctions de la dictature du prolétariat en République populaire d'Albanie.

Vu par Lucien



VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

André Colère

«La dictature du prolétariat ne recouvre pas la réalité de notre politique». C'est là ce que devait affirmer Marchais devant le 22^e Congrès du PCF. Nous serions tentés de dire : «Merci, M. Marchais, pour cette sincérité.» Le PCF en effet depuis longtemps ne combat plus pour la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie : il combat pour le maintien de la dictature de la bourgeoisie contre le prolétariat et le peuple. Mais, jusqu'à ce 22^e Congrès, il avait gardé la formule de «dictature du prolétariat» dans ses archives pour donner le change et pouvoir dire : «Vous voyez bien qu'on est fidèle à Marx et à Lénine». Le masque est maintenant jeté bas. Tant mieux. Marchais rejette ainsi ce que Lénine appelait «le fond même de la

Dans toute société de classe, le pouvoir est celui d'une classe. Pour exercer ce pouvoir, la classe dominante se sert d'un instrument par lequel elle défend ses intérêts. Cet instrument, c'est l'État. Grâce à lui, elle exerce sa domination sur ses adversaires. Cet État est fait pour cela. Il comprend certains organismes qui assurent cette domination par la violence : c'est l'armée, la police, les prisons, les tribunaux. D'autres organismes ont pour fonction d'assurer la domination des idées de la classe au pouvoir : c'est le rôle de l'école par exemple. Dans notre pays la bourgeoisie est au pouvoir. Elle exploite et opprime la classe ouvrière et le peuple. Pour défendre ses intérêts, elle utilise l'État.

Quand les ouvriers se mettent en grève, elle leur envoie ses CRS, elle fait traduire des travailleurs devant les tribunaux. Des milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants en ont fait l'expérience. Elle a recours à cette violence dans les simples luttes revendicatives pour défendre ses profits. Qu'on imagine ce que cela peut être quand la classe ouvrière menace le pouvoir des capitalistes. Ils ont alors recours à toutes les ressources et en particulier à l'armée. On sait qu'en mai 68 De Gaulle s'y préparait. Les révisionnistes voudraient faire croire que l'État est neutre, qu'il peut servir tantôt la bourgeoisie, tantôt le prolétariat. Mais tout travailleur sait que les CRS sont et seront toujours utilisés contre lui.

Le pouvoir de la bourgeoisie est une dictature contre les masses, et l'État est l'instrument de cette dictature. Les travailleurs n'ont qu'à se laisser exploiter et à se taire si on la violence de l'État bourgeois est utilisée contre eux.

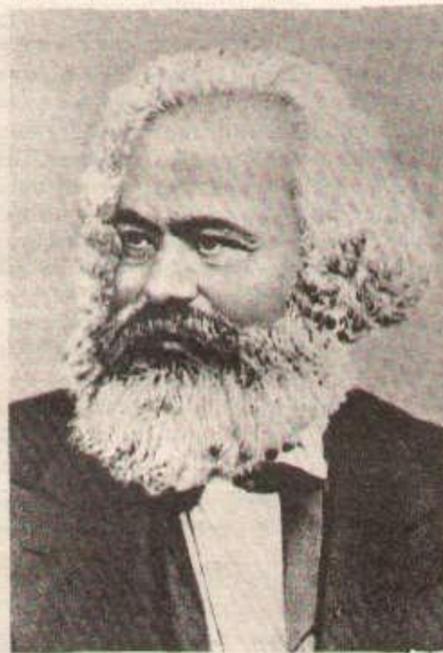
La dictature de la bourgeoisie peut prendre des formes différentes. Ce peut être la démocratie bourgeoise, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Ce peut être également le fascisme. Dans le premier cas, sa dictature s'exerce de façon plus dissimulée. Dans le deuxième, elle s'exerce de façon ouverte.

La bourgeoisie cherche à dissimuler sa dictature en parlant de «démocratie pour tous», d'égalité, de justice égale pour tous, etc. Mais la réalité c'est l'exploitation et la répression des travailleurs quand ils se révoltent. Les révisionnistes tiennent ce même langage. Ils promettent eux aussi la «démocratie pour tous» pour dissimuler eux aussi le maintien de la dictature bourgeoise.

DÉTRUIRE L'APPAREIL D'ÉTAT BOURGEOIS

Le prolétariat ne peut pas accéder au pouvoir en conservant l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire les instruments de la dictature bourgeoise. C'est cet enseignement de l'histoire qu'ont mis en lumière Marx et Lénine.

Comment peut-on penser sérieusement une seule minute que la police par exemple puisse devenir un instrument au service des travailleurs ? Comment peut-on croire que la bourgeoisie n'aura pas recours à son appareil d'État pour préserver son pouvoir ? Le prolétariat doit détruire l'État de la bourgeoisie pour chasser cette dernière du pouvoir. Cette destruction ne peut être que violente car



les capitalistes auront recours à la violence pour demeurer au pouvoir.

Par mille liens, l'appareil d'État est lié à la bourgeoisie qui l'a façonné durant des décennies pour servir ses intérêts. Son organisation, son fonctionnement, la mentalité de ses membres sont faits pour exploiter les travailleurs, les dominer, les opprimer.

La différence fondamentale entre tous les partis bourgeois et le parti prolétarien réside dans l'attitude vis-à-vis de l'État bourgeois. Les premiers veulent le conserver, le second veut le détruire. Les premiers rivalisent entre eux pour savoir lequel prendra la direction de cet État, s'installera au gouvernement. Une fois au pouvoir, ils utilisent l'État contre les masses. Tel est également l'objectif des dirigeants du PCF. Ils veulent utiliser l'État bourgeois pour leur propre compte, bénéficier de l'exploitation des travailleurs.

doctrine de Marx». Il déclarait à ce sujet :

«Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effectives du marxisme.»

Quant à nous, nous combattons pour la dictature du prolétariat comme le font tous ceux qui sont fidèles aux enseignements de Marx et de Lénine. Voici pourquoi.

«La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'État, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte», c'est par ces mots que, dans le «Manifeste communiste», Marx et Engels fixaient la tâche du prolétariat.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT, UNE NÉCESSITÉ

«La vérité est que l'État bourgeois, qui exerce la dictature de la bourgeoisie au moyen de la république démocratique, ne peut avouer à la face du peuple qu'il sert la bourgeoisie : il ne peut dire la vérité, il est obligé de ruser.»

«L'État du type de la Commune, l'État soviétique, au contraire, dit ouvertement et sans détour la vérité au peuple : il déclare qu'il est la dictature du prolétariat et de la paysannerie.» Ainsi parlait Lénine.

Le pouvoir de la classe ouvrière c'est la dictature du prolétariat. Après que la classe bourgeoise ait été chassée du pouvoir elle n'en cesse pas moins d'exister. Par tous les moyens elle cherche à revenir au pouvoir. Pour cela, elle utilise la violence, avec l'appui des forces réactionnaires extérieures. Le prolétariat doit être en mesure de mettre en échec cette violence réactionnaire. Pour cela, il faut en particulier que les masses soient armées, qu'existe une armée du peuple.

Mais la bourgeoisie cherche à rétablir son pouvoir par d'autres moyens encore.

Les idées de la bourgeoisie continuent à exister dans tous les domaines, les habitudes héritées du capitalisme subsistent. La dictature du prolétariat a pour tâche de combattre ces idées, ces habitudes. Dans de nombreux domaines la bourgeoisie conserve une position de force.

De plus une nouvelle bourgeoisie tend constamment à se reformer, voulant dominer les masses, étouffer leur voix.

Pour exercer sa dictature, le prolétariat utilise lui aussi un État. Mais un État de type nouveau, entre les mains des masses, à leur service, sous leur contrôle, dont les organes sont élus par les masses elle-mêmes, sont leur émanation.

Au sein de ce nouvel État subsistent nécessairement des vestiges de l'ancien État bourgeois, des éléments de l'ancienne classe dominante s'y infiltrent, de nouveaux bourgeois tendent à apparaître. La bourgeoisie

cherche à changer le caractère de classe de l'État socialiste, à en faire un instrument qui domine les masses, les écarte du pouvoir. Elle veut faire seulement la dictature du pouvoir pour renforcer les positions de la bourgeoisie.

La dictature du prolétariat c'est la démocratie pour les masses. Ce sont les masses prenant de plus en plus en mains leur propre sort. Sous le socialisme de multiples tendances existent visant à écarter les masses du pouvoir en prétextant leur «incapacité», à les ramener au rang de force productive. Tout cela a pour but le rétablissement de la dictature bourgeoise.

Le rôle de la dictature du prolétariat est de briser ces tendances et d'étendre toujours plus le pouvoir de la classe ouvrière. En 1891, Engels proclamait : «Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat !» Celle-ci était la démocratie pour les masses élisant leurs représentants payés à des salaires d'ouvriers et révocables à tout moment par les masses elles-mêmes. C'était le peuple en armes.



Aujourd'hui on pourrait dire : «Regardez en Chine et en Albanie, c'est la dictature du prolétariat !» Là les ouvriers, unis aux paysans, sont réellement les maîtres, interviennent dans tous les domaines de la vie, combattent tout ce qui s'oppose au renforcement de leur pouvoir, bâtissent à travers la lutte des classes une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est pour cela que nous combattons aussi et c'est cela qui finira par triompher en France comme ailleurs.